



Lettre ouverte

Mais qu'est-ce que l'intégration à tout prix?

Un article du Devoir du 9 mars portait le titre « Élèves en difficulté – Une coalition contre l'intégration à tout prix ». Mais qu'est-ce que « l'intégration à tout prix »? Qui le demande? Personne, non, personne! Alors pourquoi en parle-t-on constamment dans les médias?

Les trois organismes nationaux qui représentent les personnes ayant une limitation fonctionnelle, ce qui inclut ceux qu'on appelle les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA), ainsi que leurs parents, se désolent de constater que certains syndicats utilisent ce vocable pour mettre le feu aux poudres et faire dévier le débat.

Pour notre part, nous ne demandons rien d'autre que l'application de la loi et des politiques en vigueur qui stipulent que l'intégration dans une classe ordinaire doit être l'orientation première. Ce que soutient d'ailleurs de façon claire la jurisprudence. Cela implique qu'on doit respecter certaines étapes avant d'envisager la classe ou l'école spéciale. Il faut d'abord procéder à l'évaluation de l'élève avant de déterminer son classement, puis élaborer un plan d'intervention afin que cet élève puisse être scolarisé dans une classe ordinaire de son école de quartier, et enfin, adapter le matériel et l'enseignement lorsque requis, avec le soutien des spécialistes. Ce n'est pas sorcier. Cela a fait ses preuves... mais malheureusement, ce n'est souvent pas appliqué. Pourquoi?

Toutes les réussites d'intégration ont un point commun : la volonté de tous les acteurs de mener à bien un projet commun. Bien sûr, l'intégration demande à chacun un peu de souplesse, de la formation pour s'ajuster aux nouvelles réalités et les ressources nécessaires à sa réalisation. Cependant, exclure un élève de la classe ordinaire avant d'avoir mis en œuvre tous les moyens pour l'aider, voire même avant l'évaluation de ses besoins, est non seulement contraire à la loi, mais totalement discriminatoire.

Nous comprenons les difficultés que peut présenter pour les enseignants l'adaptation à une situation à laquelle ils sont confrontés chaque jour. Cependant, la solution n'est pas de faire porter aux élèves ayant des besoins particuliers la responsabilité de l'échec du système scolaire à s'adapter aux changements sociaux.

Nous rappelons que sur l'île de Montréal et en Montérégie, les commissions scolaires qui ont les meilleurs taux de réussite, soit celles où le plus d'élèves obtiennent leur diplôme, sont justement celles qui ont les meilleurs taux d'intégration. Et on nous dit que l'intégration nuit aux autres élèves... Cherchez l'erreur!

La nouvelle coalition « Pour une intégration réussie », née des efforts de la Fédération autonome des enseignants, ne vise malheureusement pas les bonnes cibles. En cherchant la solution à l'extérieur de la classe ordinaire au lieu de l'adapter et d'y donner les services requis, on fabriquera davantage d'élèves en difficulté.

L'Association du Québec pour l'intégration sociale (AQIS), l'Alliance des Regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées (AQRIPH) et la Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN) regroupent près de 500 associations de personnes ayant tous les types de limitations fonctionnelles et leur famille, dans l'ensemble des régions du Québec.